

**COUR D'APPEL DE PARIS**  
**4ème Chambre - Section A ARRET DU 21 JUIN 2006**

Numéro d'inscription au répertoire général : **05/22564**

Décision déférée à la Cour : Décision du 23 Août 2005 -Institut National de la Propriété Industrielle de PARIS - RG n°0.836.989

**DEMANDERESSE AU RECOURS**

**AIRBUS DEUTSCHLAND GMBH**

ayant son siège Kreetslag 10

21129 HAMBURG/DE DEUTSCHLAND

agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux

représentée par la SCP NABOUDET - HATET, avoués à la Cour  
assistée de Me Nathalie V, avocat au barreau de NICE, substituant Me T  
SCHUFFENECKER

**Monsieur I de l'INPI**

[...]

représenté par Madame Caroline GUILLOT-MINGANT

**COMPOSITION DE LA COUR :**

L'affaire a été débattue le 23 Mai 2006, en audience publique, devant la Cour composée de :

Monsieur Alain CARRE-PIERRAT, Président Madame Marie-Gabrielle  
MAGUEUR, Conseiller Madame Dominique ROSENTHAL-ROLLAND,  
Conseiller qui en ont délibéré

**GREFFIER**, lors des débats : Mme Jacqueline VIGNAL

---

**MINISTERE PUBLIC**

à qui le dossier a été préalablement soumis

et représenté à l'audience par Madame GIZARDIN, substitut du Procureur Général,  
qui a présenté des observations orales

**ARRET : - CONTRADICTOIRE**

- prononcé publiquement par Monsieur Alain CARRE-PIERRAT, Président  
- signé par Monsieur Alain CARRE-PIERRAT, président et par Mme  
Jacqueline VIGNAL, greffier présent lors du prononcé.

Vu la décision rendue, le 23 août 2005, par le Directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle qui a déclaré irrecevable le recours formé par **la société AIRBUS DEUTSCHLAND Gmbh** en restauration des droits attachés au brevet européen n° 0 936 989 ;

Vu le recours formé, le 23 novembre 2005, à rencontre de cette décision et le mémoire en date du 23 décembre 2005, par lesquels **la société AIRBUS DEUTSCHLAND Gmbh** sollicite l'annulation de cette décision ;

Vu les observations du **Directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle** tendant au rejet du recours ;  
Le **ministère public** ayant été entendu dans ses observations ;  
**SUR CE, LA COUR,**

Considérant que la société AIRBUS DEUTSCHLAND Gmbh est titulaire du brevet européen n° 0 836 989, déposé le 4 octobre 1997, et désignant la France, la mention de délivrance de ce brevet européen ayant été publiée le 8 janvier 2003 au Bulletin européen des brevets ;

Considérant que, par application des dispositions de l'article L.614-7 du Code de la propriété intellectuelle, la société AIRBUS DEUTSCHLAND Gmbh devait déposer à l'INPI une traduction en langue française du texte de son brevet précité et acquitter la redevance y afférente dans le délai de trois mois, prévu à l'article R.614-8 du même texte, de la publication de la mention de délivrance au Bulletin européen des brevets, soit avant le 8 avril 2003 ; que le Directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle a fait procéder à la publication du défaut de remise de traduction dans le Bulletin officiel de la propriété industrielle n°0 3-48 du 28 novembre 2003 ;

Considérant que, faisant valoir que la non-remise de la traduction dans le délai prescrit s'expliquait par le décès à la fois de son mandataire français et de son mandataire belge, la société AIRBUS DEUTSCHLAND Gmbh a, le 23 novembre 2004, formé le recours en restauration jugé, aux termes de la décision critiquée, irrecevable ;

Considérant, en droit, que, selon les dispositions de l'article L. 612-16 du Code de la propriété intellectuelle, *le demandeur qui n'a pas respecté un délai à l'égard de l'Institut national de la propriété industrielle peut présenter un recours en vue d'être restauré dans ses droits s'il justifie d'une excuse légitime et si l'empêchement a pour conséquence directe le rejet de la demande de brevet ou d'une requête, la perte de tout autre droit ou celle d'un moyen de recours ; que ce recours doit être présenté au directeur de l'Institut national de la propriété industrielle dans un délai de deux mois à compter de la cessation de l'empêchement. L'acte non accompli doit l'être dans ce délai. Le recours n'est recevable que dans un délai d'un an à compter de l'expiration du délai non observé ;*

Considérant que le délai d'un an précité qui a, notamment, pour finalité d'assurer la sécurité et la protection des tiers et leur permettre de calculer sans risque la date de son expiration, dès lors qu'ils en ont la possibilité par la publication

opérée aux bulletins officiels précités, est un délai préfix insusceptible d'être suspendu ;

Considérant, en l'espèce, qu'il est établi et non contesté que la société requérante a introduit son recours en restauration le 23 novembre 2004, alors que le délai était expiré depuis le 8 avril 2004 ;

Considérant qu'il en résulte que, d'une part, les circonstances de fait alléguées par la société requérante sont donc inopérantes et, d'autre part, qu'elle ne saurait valablement imputer à l'INPI *une absence de réaction* qui se déduirait de son acceptation du paiement de la taxe afférente au dépôt de la traduction, dès lors que l'Institut a régulièrement procédé à la seule formalité qui, aux termes des articles R. 614-10 et R. 614-13 du Code de la propriété intellectuelle lui incombe, à savoir la publication au BOPI de la mention du défaut de remise de traduction en temps utile, ainsi que son inscription au Registre national des brevets, aucun texte ne lui faisant obligation d'informer personnellement le breveté ;

Qu'il s'ensuit que le Directeur général de l'INPI a, à bon droit, déclaré le recours en restauration de la société AIRBUS DEUTSCHLAND Gmbh, irrecevable, de sorte que le recours formé contre sa décision sera rejeté ;

#### **PAR CES MOTIFS**

Rejette le recours de la société AIRBUS DEUTSCHLAND Gmbh contre la décision du Directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle,

Dit que le présent arrêt sera notifié par le greffier par lettre recommandée avec avis de réception à la société AIRBUS DEUTSCHLAND Gmbh et au Directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle.